

38^{ème} Réunion du Conseil de coordination du programme ONUSIDA COMMUNIQUE DE LA DELEGATION DES ONG

Chapeau – Simran Shaikh, Asie-Pacifique

Lors de la 37^{ème} réunion du CCP l'accent a été mis sur le langage ambitieux de la mise à jour de la Stratégie ONUSIDA (2016-2021), adoptée après une discussion controversée entre les membres du CCP autour des droits à la santé sexuelle et reproductive, et après des mois de consultations et de négociations. Tout au long du processus de la stratégie, la Délégation des ONG a insisté sur le langage à adopter pour refléter les réalités actuelles des communautés, l'égalité genre, les barrières commerciales, les lois en matière de protection, le leadership des jeunes, et une implication significative des personnes vivant avec le VIH. Après la réunion du CCP, la délégation des ONG a engagé des discussions et a exercé une pression pour inclure le langage sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) dans la stratégie, en tant que composante clé de la riposte au VIH. Dans ce contexte, le rapport de la délégation des ONG, dont nous avons demandé le report pour la 38^{ème} réunion du CCP, s'articule autour des SDSR des populations clés, y compris les personnes vivant avec le VIH, dans le cadre du droit au développement.

La Délégation des ONG a plaidé pour une définition plus large des urgences humanitaires pour inclure des situations où les populations clés et les personnes vivant avec le VIH ou affectées par le VIH sont exposées à des risques et des vulnérabilités d'ordre politique et/ou économique, y compris le retrait du soutien financier. Nous avons également appelé le Programme conjoint à traiter la question des populations clés en milieu carcéral d'une perspective santé et augmenter le financement des programmes VIH qui leur est destinés. La Délégation des ONG a contribué au développement des discussions dans le cadre unifié de budget et de responsabilisation (UBRAF) 2016-2021, dont la finalisation et l'adoption sont prévues pour la 38^{ème} réunion du CCP l'année prochaine.

L'inhabituel calendrier de la 37^{ème} réunion du CCP, qui a débuté lundi au lieu de mardi habituellement, a posé des défis pour la délégation des ONG et entravé nos efforts de plaidoyer pré CCP, non seulement avec les Etats membres, mais également avec les Coparrainants et autres parties prenantes. Malgré ces limites, la Délégation des ONG a été en mesure d'exercer une pression pour approuver les Points de décision (PD) à l'ordre du jour, en discussion et en négociation avec les Etats membres.

Finalement, la 37^{ème} réunion du CCP a approuvé la nomination de nouveaux délégués des ONG des régions suivantes :

Afrique: la coalition ougandaise, Uganda Youth Coalition on Adolescent Sexual Reproductive Health Rights and HIV (CYSRA) représentée par M. Lumumba Musah

Asie-Pacifique: India HIV/AIDS Alliance, représentée par Mme. Simran Shaikh

Europe: AIDS Action Europe, représentée par M. Ferenc Bagyinszky

Amérique du Nord: le réseau canadien, Canadian Aboriginal AIDS Network (CAAN), représenté par M. Trevor Stratton

Rapport du directeur exécutif – Laurel Sprague, Amérique du nord

Le Directeur exécutif de l'ONUSIDA Michel Sidibe a décrit les situations actuelles comme « un moment fragile de l'histoire » dans lequel les décisions prises mèneront soit à la fin de l'épidémie du VIH soit à un rebondissement des infections et décès. Il a appelé à l'engagement pour accélérer la riposte au VIH à travers l'adoption de la mise à jour de la stratégie 2016-2021. La délégation des ONG a été heureuse d'entendre Sidibe soulever la question des obstacles imposés par la propriété intellectuelle sur les médicaments dans les pays à faible et moyen revenu, faisant le suivi des décisions émanant de la 35^{ème} réunion du CCP : *Lorsque les « Droits » causent du tort : s'attaquer aux obstacles posés par les droits de propriété intellectuelle pour assurer l'accès universel au traitement des personnes vivant avec le VIH.* (Lien [ici](#))

La Délégation des ONG a utilisé nos remarques (lien vers l'intervention [ici](#)) pour tirer la sonnette d'alarme quant à l'écart existant entre le ton ambitieux de la stratégie et les niveaux de financement en déclin. Notant que nous avons un langage accéléré mais pas d'initiatives de financement accélérées, nous avons appelés les Etats membres à financer intégralement les activités suivantes : la mise à jour de la Stratégie (2016-2021), le réapprovisionnement du Fonds mondial, le travail de la société civile pour traiter le VIH, les besoins en financement estimés au triple des niveaux de financement actuels.

Nous avons dédié nos remarques à la mémoire de Joel Nana avec laquelle beaucoup d'entre nous ont eu l'honneur de travailler dans la Délégation des ONG.

Mise à jour de la riposte au Sida dans l'agenda de développement post 2015 – Charles King, Amérique du nord

La Délégation des ONG s'est félicitée de l'effort fourni par le Programme conjoint pour assurer que la riposte au Sida soit intégrée dans les Objectifs de développement durable post 2015. De plus, en réponse aux points de décision émanant de la 35^{ème} réunion du CCP sur les thématiques pour réduire de 50% les nouvelles infections parmi les usagers de drogues d'injection, le Programme conjoint a agressivement plaidé pour une approche orientée vers la santé publique dans la déclaration émanant de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des nations unies 2016 sur le problème de drogue à l'échelle mondiale (UNGASS sur les drogues). La Délégation des ONG a fait deux interventions. La première appelait à l'inclusion de la société civile dans la planification et l'exécution de la réunion de haut niveau 2016 sur le VIH/Sida (lien vers l'intervention [ici](#)). La seconde était en soutien à un ensemble de nouveaux points de décision, approuvés par le CCP avec très peu de modifications (lien vers l'approbation des PD [ici](#)). La première intervention s'est exprimé quant aux pistes du CCP du Programme conjoint « pour plaider activement en faveur d'une approche centrée sur la personne, orientée sur la santé publique et le respect des droits humains, y compris les mécanismes de reddition des comptes » dans le document final de l'UNGASS sur les drogues. La seconde intervention a appelé le Programme conjoint à plaider activement en faveur d'un engagement pour traiter les facteurs sociaux sur le VIH et « associer le VIH avec l'éradication de l'extrême pauvreté, la faim et l'inégalité... ». Ce point de décision a fait fonds sur les points de décisions passés lors de la 35^{ème} réunion du CCP en suivi des Thématiques sur les facteurs sociaux, et a engagé davantage le

Programme conjoint pour une approche plus holistique et multi sectorielle pour traiter les facteurs sociaux de la marginalisation.

Mise à jour de la Stratégie ONUSIDA 2016-2021 – Angeline Chiwetani, Afrique, et Jeffry Acaba, Asie-Pacifique

Lors de la 37^{ème} réunion du CCP récemment conclue, la mise à jour de la stratégie (2016-2021) a été unanimement adoptée, à l'exception de l'Iran qui a choisi de ne pas bloquer l'adoption de la stratégie mais s'est dissociée du langage sur les droits de la santé sexuelle et reproductive dans la stratégie (lien vers la stratégie adoptée [ici](#)). La Stratégie sera le document référence pour une riposte au VIH accélérée à l'échelle mondiale. La Délégation des ONG, fortement impliquée dans les consultations durant le processus de développement de la stratégie, a reconnu les efforts entrepris par l'ONUSIDA. Cependant, durant les jours du CCP, plusieurs Etats membres ont exprimé des réserves et une opposition au langage critique dans la stratégie, notamment sur les droits de la santé sexuelle et reproductive. Durant la réunion du CCP elle-même, les efforts ont été continus pour éliminer un tel langage et faire référence à la version allégée des Objectifs de développement durable post 2015, « *santé sexuelle et reproductive et droits reproductifs* ». Après des négociations soutenues et avec la participation active de la Délégation des ONG, le langage « santé et droits sexuels et reproductifs » a finalement été adopté.

La Délégation des ONG a noté que la reconnaissance des droits des populations clés était centrale dans le cadre de travail de la mise à jour de la stratégie y compris les femmes dans toutes leurs diversités, les jeunes et les groupes vulnérables, les prisonniers et les indigènes. Les droits sexuels et reproductifs sont aussi importants que les droits politiques, sociaux, civils et économiques. Et alors que nous envisageons de mettre fin au Sida à l'horizon 2030, de nouvelles personnes sont infectées chaque jour et le financement continue à baisser dans beaucoup de nos pays. La Délégation pense que pour une appropriation de la stratégie par les communautés, sa mise en œuvre doit impliquer un engagement plus significatif des personnes vivant avec le VIH et d'autres populations clés.

Le cadre unifié de budget et de responsabilisation (UBRAF) 2016-2021 – Simon Cazal, Amérique latine et Caraïbes, et Laurel Sprague, Amérique du nord

Le plan d'action du cadre UBRAF, et le cadre préliminaire au budget et à la reddition des comptes (document complet [ici](#)) ont été présentés pour l'adoption lors de la 37^{ème} réunion du CCP, cependant, le travail pour développer les résultats et le cadre de la reddition des comptes continuera en 2016, avec une adoption prévue lors de la 38^{ème} réunion du CCP. Comme décidé lors de la 36^{ème} du CCP, un groupe de travail d'experts indépendants mènera cet effort.

Dans les interventions, la Délégation des ONG a mentionné que le budget, avec zéro augmentation par rapport aux années précédentes, est totalement inadéquat. Nous avons appelé pour un cadre UBRAF transparent et clair pour que les communautés puissent l'assimiler et l'utiliser avec des indicateurs plus robustes afin de contrôler et de suivre les activités du programme conjoint. Les observateurs des ONG ont exprimé leurs préoccupations quant à l'attention accordée au traitement des enfants, le Fonds

mondial, les jeunes personnes, les populations clés, l'investissement dans les communautés, les usagers de drogues et prisonniers, elle aussi inadéquate. Les Coparrainants du Royaume Uni (RU) ont démontré une meilleure reddition des comptes et les EU les ont encouragés à contribuer avec davantage de financement pour la mise à jour de la stratégie.

Dans sa réponse, le directeur exécutif s'est engagé à développer un groupe de travail pour le financement de la société civile et a assuré que le soutien à la société civile et aux communautés sera contrôlé et suivi dans le cadre de l'UBRAF.

Suivi du VIH en milieu carcéral et autres installations similaires – Ferenc Bagyinszky, Europe, et Trevor Stratton, Amérique du Nord

La Délégation des ONG a été satisfaite des points de décision robustes, dont l'un nécessite le soutien du Programme conjoint pour les Etats membres et la société civile dans le renforcement des droits humains et l'approche de santé publique dans les prisons. La Délégation des ONG a souligné que les activités hautement stigmatisées et très souvent pénalisées, tels que la non-divulgence du statut VIH, les relations sexuelles avec des personnes du même sexe, certains actes sexuels consentis, l'usage de la drogue et le travail du sexe, doivent être traités à travers une approche de santé publique, et non à travers la justice pénale. Nous avons également souligné que les alternatives à l'incarcération comme une justice restauratrice, des conseils communautaires et la réhabilitation de ces personnes devraient être plus accessibles.

Le Programme conjoint et les partenaires se sont montrés enthousiastes pour traiter les questions relatives au VIH et la santé dans les prisons et autres installations similaires en faisant fonds sur le dynamisme du moment et en s'engageant pleinement dans les activités de l'UNGASS 2016 sur les drogues et la réunion de haut niveau sur le VIH/Sida 2016. La Délégation a insisté que les normes les plus élevées de la santé doivent être abordables et accessibles aux personnes en milieu carcéral et a appelé au traitement égal pour tous. La Délégation a également noté que nous ne serons pas en mesure de réaliser les objectifs 90-90-90 si nous continuons à ne pas utiliser les meilleures pratiques fondées sur la preuve pour nos personnes en milieu carcéral.

Suivi du segment thématique de la 36^{ème} réunion du CCP : VIH dans les contextes d'urgence – Jeffry Acaba, Asie-Pacifique

En consultation avec les partenaires de la société civile, la Délégation des ONG a proposé des points de décision solides, particulièrement en adoptant une définition plus large des urgences qui incluraient les urgences des populations clés et garantir la participation des organisations communautaires dans la planification et la mise en œuvre d'un service livré en milieux d'urgences humanitaires. Les deux positions ont été longuement discutées et reprises dans les recommandations du rapport du Secrétariat, cependant aucune n'a été proprement reflétée dans les points de décision proposés dans le rapport. La Délégation a travaillé avec World Food Programme (WFP) et le Haut Commissariat pour les réfugiés (UNHCR) pour parvenir au consensus sur ces deux points de décision anticipant un recul de l'élargissement de la définition des urgences humanitaires.

D'autre part le deuxième jour de la réunion du CCP, la Délégation des ONG a plaidé pour élargir cette définition (voir [lien](#)). Nous avons également lancé un appel pour

mettre fin à la violence sexuelle faite à l'égard des populations clés, notamment contre les jeunes hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes et jeunes femmes transgenres (voir [lien](#)). Cependant, au cours de la session de rédaction informelle, les deux propositions échouent à parvenir à un consensus entre les membres du CCP. Tandis que certains Etats membres soutenaient la proposition d'élargir la définition, la plupart des Etats membres ne la voyaient pas comme une nécessité, déclarant qu'il existe déjà une définition convenue. Malgré les défis et limitations dans le processus de lobbying pour cette réunion particulière du CCP, la Délégation des ONG a été en mesure de plaider pour que les organisations communautaires travaillant dans le contexte des urgences soient soutenues. Certains membres de l'équipe inter-agences sur les urgences, y compris le HCR ont montré un intérêt pour étudier la proposition d'élargir la définition des urgences.

Segment thématique: responsabilité partagée et solidarité internationale- Angeline Chiwetani et Lumumba Musah, Afrique

Durant le segment thématique, la 37ème réunion du CCP s'est concentrée sur « la responsabilité partagée et la solidarité internationale » en matière de financement du VIH. La Délégation des ONG a noté sa préoccupation majeure quant à l'important déclin du financement VIH, y compris l'engagement de réapprovisionnement du Fonds mondial. L'intervenante principale de la société civile Alessandra Nilo, ancienne déléguée des ONG au CCP de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, a noté que « la responsabilité partagée et la solidarité internationale » étaient des termes contestés dans le processus des ODD post 2015, et que des changements structurels s'imposent dans la manière avec laquelle les financements sont alloués par les gouvernements et bailleurs de fonds multilatéraux (discours complet ici). Des appels répétés ont été lancés pour que les gouvernements augmentent les financements nationaux, avec une reconnaissance que dans beaucoup de pays l'accès des communautés au financement VIH est très limité à cause de la stigmatisation et la pénalisation des populations clés. Les mécanismes de reddition des comptes étaient appelés à garantir que les financements soient alloués aux communautés les plus affectées par le VIH. La Délégation des ONG a appelé le programme conjoint de l'ONUSIDA et les Etats membres à adopter une initiative de financement accéléré pour mettre fin au Sida à l'horizon 2030. La Délégation des ONG et les représentants de la société civile ont également souligné que beaucoup de pays africains, ainsi que les pays à faible et moyen revenus ne réaliseront pas les objectifs 90-90-90 s'ils ne sont pas bien ressourceés. Vu l'important rôle de financement joué par le Fonds mondial, les observateurs de la société civile ont également appelé les Etats membres à financer pleinement le Fonds mondial afin de réaliser ses objectifs de riposte au VIH.

Rapport du représentant de l'ONG– Jeffrey Acaba, Asie-Pacifique

Le rapport des ONG 2015 au CCP a porté sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans le contexte du droit au développement des populations clés. Titré « Droits sexuels, santé sexuelle, droits reproductifs et santé reproductive des personnes les plus affectées par le VIH : le droit au développement », le rapport envisageait de constituer un dossier sur le besoin de reconnaître et protéger les SDRS dans la réalisation du droit au développement expliquant que la non reconnaissance et la non inclusion de ses droits et santé ne permettront pas de mettre fin à l'épidémie du Sida à l'horizon 2030.

Cependant, avec les discussions intenses projetées autour de l'adoption de la mise à jour de la stratégie (2016-2021) et les résultats de l'UBRAF, et vu la sensibilité du sujet du rapport qui nécessitera une discussion substantielle et une délibération, la Délégation des ONG a été sollicitée pour reporter la soumission et la présentation du rapport à la 38^{ème} réunion du CCP. Après des consultations avec les experts des communautés clés et les réseaux mondiaux des populations clés qui ont contribué au rapport, la Délégation des ONG a convenu de reporter la présentation à la 38^{ème} réunion du CCP prévu en juin 2016.